

Agen, le 14 octobre 2022

Assises des Départements de France

Discours de clôture de François Sauvadet, Président de Départements de France

(Seul le prononcé fait foi)

Madame la Première ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de Départements, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers départementaux, mes chers collègues,
Et je veux saluer tout particulièrement nos amis venus de toute la France et d'Outre-Mer,
Monsieur le Président du Conseil économique, social et environnemental,
Chers Partenaires,

Madame la Première ministre, je suis heureux, avec Sophie BORDERIE, Présidente de Lot-et-Garonne, de vous accueillir, au nom des 103 et non plus 102 Départements de France, puisque vous le savez, la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie, nous a rejoints cette année.

Merci à toi, Chère Sophie BORDERIE, à tes équipes qui avez organisé ces Assises avec Départements de France.

Comme nous l'avons fait dans l'Ain, cher Jean DEGUERRY, j'ai souhaité que ces Assises soient ouvertes à tous les conseillers départementaux, tous nos partenaires, parce que chacun d'entre vous compte, chacun d'entre vous participe à ce travail de terrain aux côtés des plus fragiles, dans chacun de vos cantons de France.

Je l'ai dit hier, dès l'ouverture, ces Assises interviennent dans un contexte particulièrement lourd, anxiogène pour nos compatriotes.

Depuis 9 mois, la guerre est à nos portes, en Ukraine.

C'est une tragédie humaine. Nous avons chaque jour, sous nos yeux, des images insoutenables de frappes qui touchent des civils et nous avons eu pendant ces Assises, des témoignages bouleversants de jeunes femmes ukrainiennes accueillies ici, dans ce Département de Lot-et-Garonne.

Nous sommes, comme toute l'Europe, directement impactés par cette guerre.

Les conséquences sont lourdes pour les Français, comme pour nos collectivités. Et dans ce contexte, c'est incompréhensible de voir une minorité prendre en otage un pays tout entier, alors que nous sommes déjà confrontés à des difficultés d'approvisionnement.

Franchement c'est insupportable.

Je me mets à la place de tous ceux qui ne peuvent plus aller travailler à cause des pénuries d'essence : nos infirmières, nos aides-soignants, nos aides à domicile...

Et d'une manière générale, cette situation impacte encore plus durement le monde rural qui était déjà particulièrement exposé.

Parce que dans le monde rural, on a besoin de sa voiture.

Madame la Première ministre, nous avons, Départements de France, une pleine conscience de la gravité de ce que nous vivons, dans ce monde en plein bouleversement.

Parce que nous sommes en première ligne.

Nous vivons au cœur de cette crise, aux côtés des plus fragiles.

Et dans un contexte si lourd, il n'y a qu'une seule voie à emprunter : celle de la responsabilité.

C'est ce que les Français attendent de nous : ils veulent des réponses concrètes dans leur vie de tous les jours.

Et il y a urgence !

Parce que de plus en plus de Français ont du mal à boucler leurs fins de mois, quand ils ne sont pas en très grande difficulté.

Cette responsabilité, nous l'avons en partage, Madame la Première ministre, et notre unique objectif, doit être d'aider les Français à passer au mieux cette crise dans un contexte budgétaire tendu, avec une inflation que nous n'avons pas connue depuis des décennies et avec des défis énergétiques, climatiques et alimentaires sans précédent.

Dès votre nomination, vous nous avez tendu la main et nous l'avons saisie fermement, en vous proposant de co-construire les politiques qui nous concernent directement, pour agir mieux, pour agir plus efficacement, plus fort, plus rapidement pour les Français.

Et quand je dis co-construction, je parle aussi des moyens d'agir.

La co-construction, ce n'est pas l'abandon de nos convictions !

Le Président préside, le Gouvernement gouverne, et le Parlement légifère, ce sont nos institutions.

Mais nous, Départements, nous avons notre légitimité à agir, dans nos compétences.

Nous sommes les élus du peuple dans nos cantons, nous sommes ses représentants, et chacun sait bien, sur le terrain, que nous jouons un rôle déterminant dans cette République bousculée : chacun a pu le constater pendant la période de pandémie.

La relation avec les Départements ne peut pas apparaître aux yeux du Gouvernement comme un problème, parce qu'au contraire, nous sommes la solution pour agir mieux, en proximité.

Et cela nous invite à une relation exigeante mais surtout une relation de confiance !

Et cette relation de confiance, il appartient au Gouvernement de la construire, concrètement.

Je le disais hier, pour bien gouverner la France, il faut voir loin sans doute, mais pour bien gouverner, il faut aussi regarder la France de près !

Et nous voyons avec inquiétude la montée des précarités, nous la vivons et nous savons tous qu'elle frappe encore plus durement les plus fragiles.

Il y a un débat récurrent, et à mes yeux insupportable, selon lequel l'État ferait mieux que nous pour assurer les missions qui nous sont confiées par la loi.

Qui peut penser un seul instant que l'État ferait mieux, lui seul, pour accompagner chaque bénéficiaire du RSA, et pour assurer la protection des plus fragiles au quotidien ?

Qui peut penser que le retour des DDASS d'antan serait la bonne solution pour faire face aux défis des jeunes en grande fragilité dont nous avons la charge, des jeunes si violents, parfois, que leurs parents nous appellent à l'aide ?

Et moi je veux redire de cette tribune, ma confiance à nos 340 000 agents des Départements de France et à tous ceux qui travaillent à nos côtés, et qui assurent des missions difficiles.

Les situations difficiles que nous traversons, méritent mieux que des injonctions, des commentaires et des postures.

Ce dialogue construit, vous l'avez souhaité, Madame la Première ministre.

Alors oui, ces derniers mois, il y a un eu un vrai changement de méthode.

Et d'ailleurs, nous avons travaillé avec vos ministres pendant ces 2 jours dans les tables rondes de nos assises.

Nous avons besoin de ce regard croisé pour agir plus efficacement ensemble.

Mais nous avons un 1er rendez-vous de court terme, c'est le rendez-vous budgétaire.

Madame la Première ministre, quand j'ai entendu répéter par Bercy, que les Départements aujourd'hui se portent bien, je vous le dis tout net, NON, les Départements ne se portent pas bien !

Nous sommes en train de vivre une explosion de nos dépenses.

Nous avons eu coup sur coup, la revalorisation de l'aide à domicile (qui était nécessaire) et l'extension du Ségur.

Et puis nous avons eu l'augmentation du RSA, annoncée sans concertation : là encore, on a voulu faire croire à l'opinion qu'une hausse, ça se traduisait dans nos comptes par une baisse, parce qu'il y aurait moins de bénéficiaires...

Franchement, une hausse n'est pas une baisse, et nous vous demandons de compenser cette hausse.

Nous sommes confrontés aussi, comme tout le pays, à l'inflation, au coût de l'énergie, de l'alimentation, des matières premières (30% d'augmentation sur nos couches de roulement et nous avons 378 000 km de routes à gérer), et nos Départements ont pris tout cela de plein fouet.

J'ai fait chiffrer les dépenses nouvelles pour nos Départements : c'est 2 milliards et demi d'euros.

La réalité, c'est que nous n'avons plus de marge, et que certains Départements ne peuvent plus faire face et ne savent pas comment ils vont boucler leur budget.

Nous en avons parlé, Madame la Première ministre, et je vous sais attentive à cette situation.

Et côté ressources, nous n'avons plus de leviers fiscaux et d'ores et déjà, je tire la sonnette d'alarme, parce que je crains fort une baisse importante des droits de mutation.

Tous les indicateurs nous y conduisent : des taux d'intérêt élevés, des difficultés d'accès au crédit, un climat anxieux.

Je crains un véritable retournement de situation qui a commencé dans certains Départements.

Dans ce contexte, toute perspective de trajectoire de maîtrise de la dépense publique, qui concerne d'abord l'État, doit être bien mesurée concernant les Départements.

Quand la précarité monte l'escalier des classes moyennes, il faudra que nous aussi, nous puissions continuer de gravir les marches des solidarités.

Si l'étau continue de se refermer sur les finances des Départements, c'est l'investissement qui va trinquer et je rappelle que l'investissement des Départements, c'est le bouclier du monde rural dont nous sommes le 1er financeur.

Il faut, Madame la Première ministre, préserver cette capacité d'investir des Départements, parce que c'est un investissement qui protège l'emploi local.

Et puis, Madame la Première ministre, nous vous demandons un filet de sécurité énergétique pour les Départements de France, comme vous avez prévu de le faire pour les communes les plus fragiles.

Mais nous avons deux lignes rouges :

D'abord, on a très mal vécu en son temps les contrats de Cahors, on n'en veut plus !

Cette idée selon laquelle les Préfets viendraient nous tenir le stylo budgétaire n'était pas acceptable.

Les Contrats de Cahors, c'est non.

Je crois que c'est un temps révolu, vous allez nous le confirmer sans doute, en tout cas je l'espère.

Et nous souhaitons aujourd'hui qu'au contrat de Cahors, se substitue un pacte d'Agen, fondé sur la confiance, et il n'y aura pas de confiance, sans engagement de l'État à nos côtés.

Et puis, il y a une deuxième ligne rouge : on ne peut pas nous demander une trajectoire budgétaire sur des dépenses obligatoires (RSA, PCH, APA).

On ne peut pas nous demander d'accélérer avec des plans pauvreté, d'accélérer sur le retour à l'emploi, avec le pied sur le frein de la dépense... Ce n'est juste pas possible et c'est la sortie de route assurée.

Sur les sujets financiers, nous étions hostiles à la suppression de la CVAE. La décision a été prise de la supprimer en 2 ans. Dont acte. C'est le choix du Gouvernement. Ce n'est pas le nôtre.

Nous vous avons dit notre préférence, on vous a fait des propositions de remplacement de la CVAE par une part de TVA avec des références qui nous permettent de bénéficier de la totalité de la dynamique de cette ressource : on avance sur ce dossier.

Pour l'avenir, vous avez annoncé la création d'un fonds de transition énergétique. Pour vous assurer de son efficacité, il faut absolument que ce fonds soit territorialisé à l'échelle du Département.

Au-delà de ces sujets de court terme, Madame la Première ministre, nous avons le devoir de travailler à l'avenir de notre pays.

Nous sommes face à un nouveau défi : un défi de changement climatique que plus personne ne conteste, et je veux rappeler les incendies hors norme que nous avons connus cet été.

J'ai d'ailleurs confié à André Accary et Jean-Luc Gleyze, une mission flash pour trouver des solutions face à un été, certes exceptionnel, mais qui est appelé à se répéter. Notre système de sécurité civile a

été au bord de la rupture, ce qui interroge notre modèle face à l'importance inédite et généralisée de ces feux.

Et j'ai eu l'occasion, au nom des Départements, de remercier l'engagement de nos sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, au Congrès de Nancy.

Et Madame la Première ministre, cet été, la solidarité départementale a joué à plein. Nous avons même eu 20 pompiers de l'Océan Indien qui sont venus aider leurs collègues de métropole, cher Cyrille MELCHIOR.

Notre système de sécurité civile nécessitera des moyens :

Cela concerne l'État, cela concerne aussi les Départements et cet effort supplémentaire ne pourra pas reposer sur nos seules épaules.

Et nous souhaitons la mise en place par l'État, d'un fonds d'aide à l'investissement, afin qu'il n'y ait pas de ruptures et d'inégalités territoriales en matière de lutte contre les incendies de forêt et de sécurité civile.

Et sur ce chapitre, Madame la Première ministre, il faudra mettre un terme à cette polémique qui consiste à dire que nous ne consacrerions pas la totalité de la Taxe Spéciale sur les conventions d'Assurances dédiée aux SDIS, alors que nous allons bien au-delà, en réalité, de la part qui est affectée aux SDIS.

Pour conclure, vous avez souhaité ouvrir un « Agenda territorial » avec les Départements de France.

Vous connaissez notre combat, à Départements de France, pour les libertés locales, et il n'y a pas de liberté locale, sans autonomie fiscale, et sans péréquation verticale.

L'État doit assurer la compensation du financement des solidarités nationales, c'est-à-dire le reste à charge, qui devront de toute façon sortir de toute trajectoire.

Et nous avons vécu douloureusement le transfert du foncier bâti.

Nous voulons, dans cet Agenda Territorial, ouvrir la voie d'une nouvelle étape de décentralisation.

Je sais que le chemin sera long, escarpé, pour parvenir à une véritable République réellement décentralisée que nous appelons de nos vœux.

Mais il y a une vraie volonté, exprimée d'ailleurs par le Président de la République il y a quelques jours à Château-Gontier, d'ouvrir la page d'une vraie décentralisation.

Et je le cite : de « regarder là où la décision est prise de manière la plus efficace ».

D'ailleurs, j'ai eu l'occasion d'en parler très directement avec lui parce que la question, c'est de mieux agir au plus près des Français.

Et les Départements, j'en ai la conviction, sont la bonne maille pour agir au plus près.

C'est la raison pour laquelle je souhaite un travail spécifique aux Départements, que nous avons d'ailleurs commencé. Mais j'insiste sur un point :

Cette méthode implique la concertation en amont des projets, le recueil systématique des initiatives de terrain, avant de décider.

Il y a beaucoup d'innovations dans les territoires.

Dans cet agenda, nous souhaitons aborder la révision des lois Notré et MAPTAM, qui ont complexifié l'action publique dans des domaines qui sont essentiels : je pense aux mobilités, à l'eau où nous

sommes d'importants financeurs, mais dénués de compétences, et aux réseaux d'une façon très générale.

Nous voulons une réflexion commune pour que les Départements soient reconnus vraiment comme chefs de files des politiques publiques qui leur ont été confiées, avec un pouvoir d'expérimentation et d'adaptation des normes.

Je le dis souvent, les problèmes ne se posent pas de la même manière dans la Creuse et en Seine-Saint-Denis.

Et puis il y a un sujet qui est devant nous, et qui concerne directement nos compatriotes, c'est celui de la santé : dans le Lot-et-Garonne, chère Sophie Borderie, il y a 9 médecins pour 10 000 habitants !

Sur le plan financier aussi, l'agenda territorial devra traiter la question du reste à charge des AIS pour le Département.

Parce que la première des injustices, la première des inégalités territoriales, c'est de laisser à la charge des Départements une allocation nationale qui n'est pas financée en totalité par l'État !

Madame la Première ministre, ne perdons pas de temps dans les circonstances actuelles, sur des sujets tels que les conseillers territoriaux, car je ne crois pas que ce soit de nature à simplifier l'action publique.

Oui Madame la Première ministre, nous vivons des temps difficiles, des temps durs pour les Français, pour les entreprises, pour les plus fragiles, pour nos Départements.

Et nous Départements de France, qui sommes contact direct de cette colère sourde, et de ces fractures profondes, nous avons l'ardente obligation d'agir ensemble.

Nous avons tous constaté cette montée de l'extrême droite dans les territoires ruraux et l'arrivée en force de l'extrême gauche à l'Assemblée nationale.

Eh bien je vous le dis comme je le pense, si nous ne voulons pas demain connaître la situation politique de l'Italie ou de la Suède, alors oui, Madame la Première ministre, nous devons travailler ensemble pour les Français et nous y sommes prêts, animés par une conviction profonde :

Personne ne doit se retrouver sans solution pour préparer son avenir, là où il a choisi de vivre.

Le chemin de la responsabilité n'est jamais le plus simple à emprunter, mais nous avons un devoir, nous élus de France, c'est d'ouvrir les voies de l'avenir.

Que vivent les Départements de France, que vive la République et que Vive la France.